



## Conseil économique et social

Distr. générale  
5 novembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) i) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et de la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » :  
réalisation des objectifs stratégiques et mesures  
à prendre dans les domaines critiques et nouvelles  
mesures et initiatives; thème prioritaire :  
l'autonomisation des femmes rurales et leur  
rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim,  
le développement et le règlement des problèmes actuels**

### **Guide de discussion pour la table ronde de haut niveau portant sur l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et le règlement des problèmes actuels**

#### Note du Secrétariat

## I. Introduction

1. À sa cinquantième session, en 2006, la Commission a décidé que la table ronde annuelle interactive de haut niveau porterait principalement sur les expériences faites, les enseignements tirés et les pratiques ayant fait leurs preuves, concernant le respect des engagements précédemment pris s'agissant du thème prioritaire (résolution 2006/9, par. 3, du Conseil économique et social).

---

\* E/CN.6/2012/1.



## **II. Questions d'organisation**

### **A. Thème**

2. La table ronde de haut niveau s'intéressera au thème prioritaire de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, à savoir « l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et le règlement des problèmes actuels » (résolution 2009/15, par. 2 c), du Conseil économique et social).

### **B. Participants**

3. La table ronde permettra aux représentants de haut niveau des États Membres participant à la cinquante-sixième session de la Commission de dialoguer et de mettre en commun leurs expériences et les enseignements tirés. Les États pourront être représentés par les ministres des affaires féminines; les ministres de l'agriculture et du développement rural; des responsables de mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes; et de hauts fonctionnaires d'autres ministères compétents, comme les ministères de l'environnement, de l'éducation, du travail, du commerce, de l'industrie, des sciences et technologies, du développement, des affaires étrangères, des finances, de la santé et de l'énergie ainsi que des représentants de bureaux de statistique nationaux. La table ronde sera ouverte à d'autres membres de la Commission et aux observateurs.

### **C. Date**

4. La table ronde se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York le 27 février 2012, de 15 à 18 heures.

### **D. Forme**

5. Pour que le plus grand nombre de participants possible puissent intervenir, la table ronde se tiendra simultanément à l'occasion de deux réunions parallèles portant sur le même thème.

6. Les présidents des deux réunions parallèles orienteront les discussions pour favoriser les échanges. Les interventions ne devront pas durer plus de trois minutes. Les intervenants seront invités à poser des questions et à faire des observations sur les interventions. Il est fortement déconseillé de produire des déclarations écrites.

7. Un haut responsable d'une entité du système des Nations Unies et un représentant de la société civile feront des observations à la fin du dialogue. Les présidents procéderont ensuite à la clôture des séances,

### **E. Conclusions**

8. Les conclusions de la table ronde feront l'objet d'un résumé du Président.

### III. Éléments à examiner lors de la table ronde de haut niveau

#### A. Rappel des faits

9. Les questions abordées à l'occasion de l'examen du thème prioritaire de la Commission pour 2012 sont reprises, plus ou moins précisément et selon des points de vue particuliers, de précédentes discussions et conclusions intergouvernementales. Les principaux moyens et lignes d'action sont exposés ci-dessous.

10. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes<sup>1</sup>, les gouvernements ont été priés d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes à même d'appuyer le rôle joué par les femmes rurales dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche ainsi que dans la gestion des ressources naturelles. Dans le Programme d'action, les gouvernements ont été invités à élaborer et à appliquer des politiques et des programmes qui facilitent l'accès des femmes rurales aux ressources productives, notamment à la terre, à la propriété et à l'héritage; aux services financiers; aux services de vulgarisation et de commercialisation; à des emplois décents et à des activités génératrices de revenus; à la technologie et aux marchés. Les gouvernements ont également été encouragés à adopter des politiques économiques, sociales agricoles et connexes spécifiques pour venir en aide aux femmes chefs de famille.

11. Le Programme d'action a souligné qu'il fallait garantir l'accès des femmes rurales à l'éducation et à la formation ainsi qu'aux services et aux infrastructures de santé, et il a demandé aux gouvernements d'allouer les ressources financières, techniques et humaines nécessaires au développement de l'agriculture et de la pêche. Il a demandé que l'on collecte et diffuse des informations sur le travail non rémunéré des femmes et que celles-ci soient prises en compte dans les systèmes de comptabilité nationale. Il faudrait également s'attacher davantage à renforcer les capacités institutionnelles en vue d'accroître l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté conçus à l'intention des groupes de femmes les plus pauvres et les plus défavorisées, notamment les femmes rurales. L'action menée en faveur de la création de coopératives de producteurs obéissant aux lois du marché est un autre domaine d'activité essentiel.

12. Dans sa résolution S-23/3, l'Assemblée générale a noté que la population féminine mondiale est majoritairement constituée de petites exploitantes agricoles tributaires des ressources environnementales qui jouaient un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire. Or un nombre disproportionné de femmes rurales continue de vivre dans la pauvreté. Les gouvernements ont appelé à la mise en œuvre de programmes nationaux de lutte contre la pauvreté qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes et garantissent aux femmes rurales l'accès à des ressources économiques (propriété, financement, crédit et plan d'épargne traditionnels, information, technologie, marchés, etc.) ainsi que leur maîtrise. Ils ont souligné qu'il était nécessaire d'intégrer la problématique hommes-femmes aux mécanismes et politiques agricoles et environnementaux et de veiller à ce que les

<sup>1</sup> *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

réformes législatives et administratives engagées à l'échelle nationale, notamment celles qui ont trait à la réforme agraire, à la décentralisation et à la réorientation de l'économie, s'attachent à promouvoir les droits des femmes rurales.

13. Pour appuyer ces efforts, les gouvernements ont invité le secteur privé, des organisations non gouvernementales et d'autres acteurs de la société civile à examiner et à surveiller l'impact des réformes du secteur de la santé sur les femmes rurales et à veiller à ce que ces initiatives garantissent à toutes les femmes un accès complet et égal à des soins et à des services de santé d'un coût abordable et de haute qualité, qui tiennent compte de la diversité de leurs besoins. Ils ont aussi demandé instamment aux organisations régionales et internationales, dont les organismes du système des Nations Unies, les institutions financières internationales et autres parties prenantes, de faire le nécessaire pour que le travail des femmes rurales, notamment dans le secteur non structuré, soit dûment reconnu et apprécié afin de renforcer la sécurité économique des femmes, de faciliter leur accès aux ressources, aux programmes de crédit, aux services et aux prestations, de renforcer le contrôle qu'elles exercent sur ces ressources, et de promouvoir leur émancipation.

14. À sa cinquantième session, en 2011, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a adopté une déclaration générale relative aux femmes rurales dans laquelle il demandait que l'on intègre la problématique hommes-femmes dans les stratégies, les politiques et les programmes de développement rural; que l'on associe les femmes rurales à tous les aspects de l'élaboration de politiques; que l'on œuvre en faveur du plein emploi et d'emplois décents; que l'on réduise la charge de travail pesant sur les femmes, par le biais d'infrastructures et d'innovations technologiques; et que l'on fasse en sorte que les femmes rurales soient mieux informées de leurs droits.

15. La Commission de la condition de la femme a adopté différentes conclusions concertées traitant de questions touchant à la situation des femmes rurales. Durant des années, l'Assemblée générale s'est penchée, tous les deux ans, sur la question de l'amélioration de la condition féminine dans les zones rurales et a reconnu le rôle crucial joué par ces femmes dans le développement agricole et rural, la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté en milieu rural. Dans la déclaration ministérielle qu'il a adoptée en 2010, le Conseil économique et social a lancé un appel en faveur d'une action concertée pour l'émancipation économique des femmes rurales.

16. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes reconnaît elle aussi le rôle capital joué par les femmes rurales qui, grâce à leur travail rémunéré ou non, contribuent à la survie économique de leur famille. Dans son article 14, la Convention prie instamment les États parties d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, la participation des femmes rurales au développement rural et à ses avantages, en veillant à ce qu'elles puissent exercer leur droit de participer pleinement à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement à tous les échelons. La Convention demande également que les femmes rurales aient accès sur un pied d'égalité aux services adéquats dans le domaine de la santé, aux programmes de sécurité sociale, à tout type de formation et d'éducation, scolaire ou non, y compris en matière d'alphabétisation fonctionnelle, aux services de vulgarisation, au crédit et aux prêts agricoles, ainsi qu'aux services de commercialisation, et puissent recevoir un traitement égal dans les réformes foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural. La Convention stipule aussi que les femmes rurales ont le droit de participer à toutes

les activités de la communauté et de bénéficier de conditions de vie convenables, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'approvisionnement en électricité et en eau, les transports et les communications. Elle demande en outre que les femmes rurales puissent exercer leur droit d'organiser des groupes d'entraide et des coopératives afin de permettre l'égalité des chances sur le plan économique, qu'il s'agisse de travail salarié ou de travail indépendant.

17. D'autres schémas de développement mondiaux importants comme l'Action 21, qui a été adoptée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en 1992<sup>2</sup>, la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement (voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale), le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>3</sup>, le Document final du Sommet mondial de 2005 (voir résolution 60/1), les conclusions de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement tenue en 2010 (voir résolution 65/1) et le Programme d'action d'Istanbul<sup>4</sup>, ont eux aussi reconnu la nécessité d'accorder une attention accrue aux problèmes du développement rural, de la parité des sexes et de l'émancipation des femmes.

## B. Guide de discussion

18. Pendant la table ronde, les représentants de haut niveau des États Membres discuteront principalement des enseignements tirés, des résultats obtenus et des pratiques ayant fait leurs preuves, ainsi que des lacunes et problèmes, en produisant le cas échéant des données complémentaires concernant le respect au niveau national des engagements pris s'agissant du thème prioritaire. Les rapports du Secrétaire général portant sur l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels (E/CN.6/2012/3) et sur les progrès accomplis dans la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes lors de la conception, de l'application et de l'évaluation des politiques et des programmes nationaux, l'accent étant mis sur l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels (E/CN.6/2012/4) examinent certaines questions pertinentes touchant au thème prioritaire de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme. La réunion traitera des mesures prises et des résultats obtenus dans le cadre de la réalisation des objectifs ci-après :

a) Veiller à ce qu'à l'échelle nationale, les plans de développement, les stratégies de lutte contre la pauvreté, les politiques sectorielles, la réforme agraire et le financement actuel et futur de l'agriculture et du développement rural donnent la

<sup>2</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II. Voir chap. 24 d'Action 21 sur l'action mondiale en faveur de la participation des femmes à un développement durable et équitable.

<sup>3</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>4</sup> Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, *Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie) 9-13 mai 2011* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 11.II.A.1), chap. II.

priorité à la sécurité alimentaire et aux femmes rurales. À cette fin, il faudra assurer la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe qui puissent être utilisées pour l'élaboration de stratégies, de politiques et de programmes nationaux bien conçus;

b) Faciliter l'accès des femmes rurales à des débouchés économiques et à des ressources (terre, emplois rémunérés, financement, marchés et infrastructures, ainsi que services essentiels). À cet effet, il faudra là aussi créer des conditions qui permettent d'obtenir des débouchés plus durables et de réduire la volatilité des prix;

c) Alléger le fardeau que le travail non rémunéré fait peser sur les femmes en améliorant les infrastructures, en mettant à la disposition des intéressées des technologies qui permettent d'économiser la main-d'œuvre et d'accroître la productivité, ainsi que des services pour dispenser des soins aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes vulnérables dans les zones rurales;

d) Tirer parti du rôle dirigeant joué par les femmes rurales en veillant à ce qu'elles soient dûment représentées et participent effectivement, à tous les niveaux, à la prise de décisions, notamment au sein des organisations paysannes et des comités chargés de la réforme agraire et de la redistribution des terres et dans les instances de concertation compétentes qui s'occupent de l'agriculture et du développement rural.

---